

Martine Rothmann

**Intervention de Pierre Mauroy  
Président de l'Internationale socialiste  
Président de la Fondation Jean-Jaurès**

**Lyon  
25 juin 1996**

Je voudrais commencer mon intervention en évoquant un livre qui raconte l'histoire d'un petit village dont l'usine - la seule usine - a brusquement fermé. Tous les ouvriers se sont retrouvés au chômage. Le village entier a été touché. Ses habitants ne se sont pas révoltés. Ils se sont repliés, chacun pour soi, chacun chez soi. Et, quelques années plus tard, ce même village, jusqu'alors totalement acquis au socialisme, a massivement soutenu l'extrême-droite.

Cette histoire pourrait être d'actualité. L'entreprise pourrait s'appeler Moulinex et le village Argentan. Elle est pourtant ancienne : ce livre, écrit par des sociologues allemands, date de 1932. Il s'appelle *Les chômeurs de Marienthal*. Le village est autrichien et l'extrême-droite nazie.

L'histoire, bien sûr, ne se répète pas. La démocratie connaît même depuis dix ans un essor d'une ampleur et d'une rapidité telles que le monde n'en avait jamais connu auparavant.

Il n'empêche que la démocratie reste partout fragile et tout particulièrement dans les pays où elle s'est implantée il y a peu. Et il est certain que la première menace qui pèse sur les démocraties trouve son origine dans cette pauvreté, ces inégalités, ce chômage qui minent nos sociétés.

Si j'ai voulu placer d'emblée mon intervention sur ce registre de gravité, c'est que je suis convaincu de l'urgence, de l'extrême urgence, qu'il y a à donner un nouveau cours à la marche du monde.

Car la justice sociale la plus élémentaire s'évanouit aujourd'hui dans une sorte de nouveau triangle des Bermudes dont le symposium annuel de Davos, les réunions semestrielles du G7 et les indices quotidiens du Dow Jones constituent les trois sommets, ou plutôt les trois gouffres.

L'objet de notre rencontre de Lyon a été précisément d'affirmer que l'économie devait avoir une autre finalité que l'argent-roi, qu'il existait une stratégie alternative à la pensée unique, que d'autres partenaires que ceux du G7 devaient pouvoir être entendus, respectés et écoutés.

Je voudrais, pour conclure, revenir sur quelques idées simples mais aussi, je l'espère, quelques idées fortes en évoquant trois questions : quel constat ? quelle stratégie ? quelles propositions ?

## Quel constat ?

En l'espace de quelques années, c'est véritablement *un nouveau monde* qui s'est dessiné devant nous.

Un monde dans lequel la mobilité du capital est totale, sans coût, sans délai, sans contrôle : il s'échange désormais chaque jour sur les marchés financiers mondiaux quasiment ce qu'un pays comme la France produit de biens et de richesses en une année !

Un monde dans lequel les échanges de produits se sont considérablement libéralisés et ont augmenté beaucoup plus rapidement que les productions nationales.

Un monde dans lequel le poids des entreprises transnationales, pensant le monde comme un marché global, s'accroît sans cesse, supplantant même parfois celui des Etats.

Un monde enfin dans lequel de plus en plus de pays jouent un rôle actif, soit parce que leur économie se développe, comme en Asie, soit parce que la démocratie a triomphé, comme en Europe de l'est.

Tous ces phénomènes se résument en un seul mot : la mondialisation.

Cette mondialisation pourrait être porteuse d'espoir et de progrès. Mais elle est aujourd'hui synonyme de craintes, de risques et d'inégalités, et trop souvent à juste titre.

Car les inégalités se sont encore dangereusement accrues depuis dix ou vingt ans. A l'évidence, il n'est plus possible de parler aujourd'hui d'*un* Tiers-monde. Il n'empêche que l'écart entre les pays les plus riches et les pays les plus pauvres s'est creusé et qu'un continent - l'Afrique - est plongé dans l'abîme.

Sans même évoquer les guerres, les famines et les épidémies - qui ne sont pourtant pas le fruit du hasard - le bilan est rude : la part de l'Afrique dans la concurrence mondiale s'est réduite ; la production par habitant, en moyenne, a chuté ; les investissements se sont raréfiés.

Bref, l'Afrique a cumulé une croissance économique négative et une croissance démographique explosive, l'enfermant dans le cycle infernal de la dette et du sous-développement.

De la même manière, les inégalités à l'intérieur même

des pays riches se sont également creusées et l'exemple des Etats-Unis est de ce point de vue édifiant : augmentation du nombre de pauvres - et même apparition de ce qu'on a appelé les "travailleurs pauvres" dont le salaire ne permet pas de dépasser le seuil de pauvreté -, diminution importante des revenus de la classe moyenne, triplement du nombre de millionnaires en dollars.

Au coeur de ces inégalités, partout, dans les pays riches comme dans les pays pauvres, se trouve une réalité : le chômage, qui touche maintenant plus de 3 millions de salariés en France, 20 millions en Europe, 35 millions dans l'OCDE et sans doute 800 millions sur l'ensemble de la planète.

Le chômage dont la progression, mais surtout la *diffusion*, constitue la nouveauté : *diffusion géographique* à des pays européens qui n'étaient pas touchés, comme l'Allemagne ou les pays scandinaves ; *diffusion catégorielle* vers les cadres, les diplômés, les plus de cinquante ans ; *diffusion psychologique* en faisant peser une menace lourde de conséquences sur des nations entières.

Mais il ne suffit pas de décrire cette réalité comme un état de fait qui serait subi par chacun, voulu par personne et préjudiciable à tous.



Il faut analyser la stratégie sur laquelle elle repose, une stratégie parfois assumée, souvent implicite mais s'appuyant toujours sur une idéologie, sur des choix, sur une logique. Et ce sont eux qu'il faut mettre en lumière.

### **Quelle stratégie ?**

L'énoncé de la chronologie est parfois la meilleure des pédagogies.

1971 : abandon unilatéral par les Etats-Unis de la convertibilité du dollar par rapport à l'or. 1979 : victoire électorale et idéologique de la "révolution conservatrice" avec M.Reagan et Mme Thatcher. 1987 : krach boursier, amplifié par les marchés eux-mêmes. 1992 : crise du SME. 1994 : crise du peso au Mexique. 1995 : importants mouvements sociaux en France. 1996 : chute de la bourse de New York après l'annonce d'une nouvelle baisse du chômage.

De cette succession de dates et de faits, je tire deux conclusions. La première : l'instabilité du système s'accélère ; sa brutalité s'accroît ; son acceptabilité diminue. La deuxième : c'est le refus de toute politique de coopération, de tout mécanisme de régulation qui est au coeur de ce système, en explique les logiques et les dérives.

On privilégie une stratégie de compétitivité, une logique de parts de marché quand il existe un potentiel de croissance dans le monde aussi important qu'inexploité.

On privilégie une logique financière dans laquelle satisfaire les actionnaires et prévenir les OPA constituent les seuls axiomes et la présentation des comptes trimestriels le seul horizon.

La question, en réalité, est de savoir s'il existe une stratégie alternative.

Il faut commencer par refuser la fuite en avant que constituerait la poursuite de la stratégie actuelle qui, depuis trop d'années, se limite à une longue attente. Après la réduction des déficits publics, la baisse du coût du travail, la flexibilité des réglementations sociales, la multiplication de privatisations purement idéologiques. Les modes changent. Mais on renvoie toujours à demain une amélioration qui n'arrive jamais.

Il faut également refuser le retour en arrière : les sociaux-démocrates ne sont opposés ni au progrès technique, ni aux échanges internationaux, ni à la mondialisation.

Fuite en avant ou retour en arrière, nous récusons une alternative dont chaque terme serait tragique.

Car nous avons la conviction que le véritable enjeu est de savoir comment cette mondialisation se met en place et

que la véritable alternative est tout autre : elle est de savoir si l'alignement se fera par le bas ou par le haut ; par la dérégulation sauvage ou par de nouvelles régulations ; par la loi de la jungle ou par des lois communes.

### **Quelles propositions ?**

Il faut aussi prendre conscience des changements qu'impliquerait le choix de cette autre stratégie et j'en viens là au dernier volet de ma conclusion qui concerne nos propositions.

Beaucoup ont déjà été évoquées pendant ces deux journées et je ne mettrai l'accent que sur ce que je considère comme les quatre priorités les plus urgentes.

- La première concerne le système monétaire international dont la refonte constitue la seule réponse qui s'attaquerait véritablement au coeur des dysfonctionnements de nos économies, en s'attaquant à une source de spéculation et à une cause du niveau excessif des taux d'intérêts.

C'est la raison pour laquelle nous sommes partisans de la monnaie unique européenne car nous savons que l'importance des trois pôles monétaires que constitueraient alors le dollar, le yen et l'euro offrirait une chance de bâtir un nouveau système monétaire international.



- La seconde priorité concerne les mouvements internationaux de capitaux. J'en ai, après bien d'autres, souligné le poids excessif mais aussi les conséquences : une volatilité qui entraîne là encore un alignement fiscal par le bas pour attirer les capitaux.

La liberté de circulation des capitaux est sans doute irréversible. Son absence totale de coût, même pour les opérations les plus spéculatives, mérite pourtant aujourd'hui une réflexion et une correction.

La troisième priorité concerne la croissance. Beaucoup de besoins demeurent insatisfaits. La croissance mondiale doit être relancée. C'est un moyen pour lutter contre les inégalités, pour réduire le chômage, pour permettre le développement. Beaucoup peut être fait au niveau des organisations régionales et le sommet de l'Union Européenne à Florence, en donnant l'impression que toute relance volontaire - même d'un montant dérisoire - était déjà excessive constitue de ce point de vue un contre-exemple navrant. Les sociaux démocrates doivent reprendre les propositions de Jacques Delors et, pourquoi pas, proposer, comme cela a été évoqué hier, une initiative internationale pour le développement des télécommunications.

- La quatrième priorité concerne les instances politiques dont le G7 est le symbole : les plus riches confinent le débat et confisquent la décision.

Le passage du G7 au C5, des sept plus riches au cinq continents doit lui aussi être revendiqué et l'idée de fusion avec le Conseil de sécurité, avancée par Jacques Attali, mérite toute notre attention.

Pour avancer dans ces quatre directions, il faut bien évidemment un levier afin d'établir un autre rapport de force politique mais aussi social et idéologique. Les Etats et les peuples sont les premiers concernés.

Mais à l'heure de l'internationalisation de l'économie, je suis convaincu que l'internationalisme politique est plus que jamais d'actualité et que la mission de l'Internationale socialiste est plus importante que jamais.

C'est pourquoi j'ai proposé que l'initiative de la Fondation Jean-Jaurès soit prolongée par l'Internationaliste socialiste :

- Symboliquement, nous tiendrons en septembre prochain notre congrès au siège des Nations-Unies, à New York, pour témoigner de notre volonté d'instaurer de nouvelles régulations internationales et pour souligner l'importance que nous attachons à une rénovation de l'ONU. Les questions économiques constitueront l'essentiel de nos débats.

- Idéologiquement, nous allons organiser chaque année,

avec Felipe Gonzales, une grande conférence où débattraient responsables politiques et syndicaux, intellectuels et experts du monde entier, pour montrer que le symposium de Davos ne saurait représenter la seule voie possible.

- Politiquement, nous allons renforcer les liens que nous avons commencé de tisser avec les organisations syndicales internationales : nous accueillerons ainsi à New York le grand syndicat américain l'AFL-CIO ainsi que la Confédération internationale des syndicats libres.

Comme vous le voyez, les choses bougent dans le camp de tous ceux qui refusent de se soumettre à la pensée unique.

Peut-être pouvons nous ajouter que les choses bougent au-delà même de notre camp et la citation suivante en constitue un exemple frappant :

“Partout, parmi les pays en développement, ceux en transition, au sein même des pays industrialisés, une contestation actuelle du cours des choses apparaît ; des crises majeures éclatent. N’y a-t-il là qu’agitation, interrogations de clercs ou accidents de parcours ? Ne s’agirait-il pas plutôt, tout à la fois, du rejet du modèle que les pays industriels offrent au reste du monde ? Il est en tout cas prudent de tendre l’oreille”.

De qui émane ce constat, cette interrogation, cette prudence porteuse de tant de remise en cause ? D'un syndicaliste en colère ? D'un intellectuel de gauche ? D'un politique irresponsable ? Non, cette citation récente est signée du directeur du Fonds monétaire international.

Je suis convaincu que nos deux journées de débat auront permis d'amplifier cette prise de conscience et d'esquisser quelques solutions utiles.